

Recherches sociographiques



Francine BURNONVILLE, *Les femmes sont-elles allées trop loin? De la citoyenneté au pouvoir politique*

Claudine Baudoux

Volume 36, Number 1, 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056937ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056937ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Baudoux, C. (1995). Review of [Francine BURNONVILLE, *Les femmes sont-elles allées trop loin? De la citoyenneté au pouvoir politique*]. *Recherches sociographiques*, 36(1), 171–173. <https://doi.org/10.7202/056937ar>

Au delà de l'intérêt des informations contenues dans ce livre, celui-ci sera certainement utile pour tout enseignement ayant pour objet la construction d'un phénomène social ou la mise en place et l'articulation de ressources communautaires adéquates. Sa force réside sans doute dans la diversité des situations présentées ainsi que dans le respect qui s'en dégage à la fois pour le «quotidien ordinaire» des femmes et pour les stratégies qu'elles mettent en œuvre afin de l'améliorer.

Maria DE KONINCK

*Département de médecine sociale et préventive,
Université Laval.*

Francine BURNONVILLE, *Les femmes sont-elles allées trop loin ? De la citoyenneté au pouvoir politique*, Montréal, Le Jour, 1992, 269 p.

On peut regretter le titre sensationnaliste (mais c'est peut-être l'éditeur qui l'a choisi) qui ne reflète pas la pensée de l'auteure, mais plutôt les réactions de certains hommes devant les «excès» des demandes féministes. C'est ce type de réactions masculines qui, aux yeux de Francine Burnonville, expliquerait pourquoi les femmes, à différents moments de l'histoire, reculent après avoir obtenu des gains, pourquoi les femmes occupent encore si peu l'espace politique et pourquoi elles restent assujetties à l'univers domestique.

Dans cette optique, l'auteure présente une lecture sociohistorique de la participation des femmes aux grandes luttes sociales et des stratégies utilisées par certains hommes pour les remettre à leur place. Réfutant le point de vue selon lequel l'histoire des femmes est une progression lente mais continue vers l'égalité avec les hommes, elle voit poindre une époque de refroidissement et un retour des femmes au foyer, «essouffées et épuisées par l'âpreté du combat» (p. 16) jusqu'à la prochaine bataille.

Francine Burnonville présente au départ un cadre théorique féministe macrosociologique, qui postule qu'on ne peut comprendre l'inscription des femmes dans le champ politique sans prendre en compte la division sexuelle du travail, tant dans la sphère privée que dans la sphère publique, ainsi que l'état des rapports de force entre les différents groupes sociaux, et qu'on doit considérer la féminité comme le produit à la fois de la socialisation patriarcale et des conditions matérielles faites aux femmes.

Pour étayer sa démonstration, elle analyse, à l'aide de statistiques et de documents français et québécois, trois moments «chauds» des revendications féministes : celui de la Révolution française de 1789, où se pose la question de la citoyenneté des femmes; celui du mouvement ouvrier de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, où sont en jeu le droit à l'emploi et les conditions de travail des femmes; et celui de mai 1968, époque de la «libération» des femmes.

À partir d'une analyse des habitus sexués influencée par BOURDIEU, l'auteure met en relief, après le rappel de certains éléments de conjoncture propres à chaque période, comment les femmes remettent en question le type de socialisation qui leur est proposé, comment elles élaborent leurs revendications, par quels replis stratégiques les hommes réagissent à

ces demandes et expulsent les femmes des lieux où se prennent les décisions économiques et politiques.

Dans son analyse de la première période, la Révolution française, elle aborde la question de la socialisation et de l'éducation des filles, les revendications des femmes en ce qui a trait à leur vie privée, leurs arguments pour obtenir le statut de citoyennes et, finalement, leur éviction du champ politique. Suit une analyse des gains et pertes réalisés à la suite des luttes des femmes.

La deuxième période, celle du mouvement ouvrier, montre à quel point la pénétration des femmes dans l'univers du travail salarié s'est révélée difficile et dans quelle mesure apparaissent pour les femmes des contradictions entre le travail et la famille. Prenant appui sur des arguments d'ordre moral alors qu'il s'agit en réalité de concurrence, les hommes de toutes catégories sociales se liguent pour marginaliser les travailleuses œuvrant dans des milieux ouvertement discriminatoires, paternalistes et n'accordant aux femmes qu'un faible salaire, ce qui les contraint au mariage. De leur côté, les travailleuses utilisent diverses stratégies pour se frayer une place sur le marché du travail, font des grèves, créent des syndicats féminins, dénoncent leurs conditions de travail dans des syndicats ambivalents à leur endroit. Au terme de leurs luttes, si elles gagnent le droit au travail salarié, leur présence sur le marché reste inscrite dans le cadre de la division sexuelle du travail.

La troisième période est celle du mouvement étudiant et du mouvement féministe. Après une histoire de la renaissance du féminisme, l'auteure rappelle la critique sévère menée à la fin des années 1960 à propos de la socialisation féminine, la manifestation de la volonté de réappropriation du corps et de la remise en question du mariage. En revanche, de nouvelles stratégies masculines visent à circonscrire les femmes dans les espaces qu'on accepte de leur laisser. Le mouvement s'essouffle, les féministes se replient sur quelques luttes qu'elles jugent essentielles mais que les hommes considèrent secondaires.

Dans l'ensemble, si le livre n'apporte pas d'éléments nouveaux aux lectrices et lecteurs bien renseignés sur la question des rapports sociaux de sexe, il fournit néanmoins une synthèse qui fait appel à une documentation sérieuse. Il rappelle à juste titre que les conditions faites aux femmes ne sont pas à la mesure des efforts qu'elles ont déployés pour les améliorer, voire les transformer, et que les résistances sont fortes et parfois efficaces. Ce livre peut se révéler utile à nos étudiantes québécoises, peu familières avec le mouvement féministe français.

Mais le problème réside là, également. Le livre est surtout français (cela s'explique sans doute par le fait que la culture sociologique de l'auteure « est plutôt française » (p. 9). Il l'est d'abord par les périodes choisies. En particulier, la période révolutionnaire n'a pas d'équivalent au Québec. De plus, les comparaisons internationales s'avèrent la plupart du temps risquées. L'auteure postule une identité de contexte, de revendications féministes et de réactions masculines, tant pour la deuxième que la troisième période, ce qui peut être téméraire. De plus, parce qu'elle veut procéder à une démonstration, l'auteure n'arrive pas à éviter les limites inhérentes à ce genre d'exercice. Elle affirme que le mouvement féministe est essoufflé au Québec. Il aurait fallu mieux étayer cette assertion. Les femmes vont-elles effectuer un retour au foyer? Tout indique le contraire, y compris en France (voir à ce sujet les travaux, entre autres, de MARUANI)?

D'autre part, Francine Burnonville parle de la tendance à la stagnation des femmes dans les postes de pouvoir (p. 228), voire de recul: «L'essoufflement de la tendance à la pénétration des femmes dans les postes de pouvoir nous montre que le recul est peut-être amorcé» (p. 250). Pour faire bonne mesure, n'aurait-il pas été utile de mentionner des gains québécois importants comme les programmes d'accès à l'égalité, la mise sur pied de politiques d'équité salariale, la loi sur le patrimoine familial et d'autres mesures qui commencent — même lentement — à livrer leurs premiers fruits? Comment taire l'inscription des droits des Canadiennes dans la constitution?

L'auteure n'est-elle pas allée trop loin dans le pessimisme?

Claudine BAUDOUX

*Département d'administration et politique scolaires,
Université Laval.*

Jean LAFONTANT (dir.), *L'état et les minorités*, Saint-Boniface, Les Éditions du Blé / Presses universitaires de Saint-Boniface, 1993, 272 p.

La lecture attentive de *L'État et les minorités*, qui reprend l'essentiel des propos tenus lors d'un colloque qui s'est déroulé au Collège universitaire de Saint-Boniface les 6 et 7 novembre 1992, appelle un certain nombre de remarques. Nous tenterons d'être le plus synthétique possible même si l'assemblage ressemble fortement à un bricolage. La première partie du livre expose la problématique générale. Une deuxième partie aborde le thème du fédéralisme canadien. Les trois autres s'intéressent tantôt au multiculturalisme et à l'ethnicité, tantôt aux Amérindiens ou aux minorités francophones du Canada.

J. Yvon THÉRIAULT analyse diverses questions relatives à la reconnaissance des droits des «collectivités minoritaires nationales» notamment du point de vue de la Charte canadienne des droits et libertés. Sa démonstration laisse quelque peu perplexe car plusieurs généralités ponctuent son texte. Le chapitre de Jean-Marc FONTAN surprend car son propos semble assez lointain de la problématique générale du colloque qui aborde des questions concernant l'État et les minorités. Qu'est-ce que l'auteur entend par «communauté providence»? Il faut lire entre les lignes car ce concept n'est pas défini en tant que tel. Fontan parle du désengagement de l'État et de l'émergence de nouveaux cadres institutionnels au niveau local comme les Corporations de développement économique communautaire. Pourtant, l'État continue d'être présent, voire omniprésent, en provoquant une offre bureaucratique plutôt qu'en maintenant une demande communautaire¹. Jean A. LAPONCE aborde le thème du fédéralisme en décrivant deux formes de fédéralisme: l'un territorial et l'autre personnel. Sa démonstration s'appuie notamment sur un postulat voulant qu'au Canada il existe des

1. Voir Louise FONTAINE, *Un labyrinthe carré comme un cercle*, Montréal / Paris, les Éditions l'Étincelle, 1993, 146 p. et Louise FONTAINE, et Yuki SHIOSE, «Ni citoyens, ni Autres: la catégorie politique "Communautés culturelles"», dans *Citoyenneté et Nationalité. Perspectives en France et au Québec*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, p. 435-443.